

La collaboration policière contre l'exil républicain espagnol sous l'Occupation : Pedro Urraca, agent franquiste et de la Gestapo

Loreto Urraca Luque

La persécution policière franquiste contre les exilés républicains réfugiés en France après la défaite de la guerre d'Espagne est restée un sujet peu étudié pendant de longues années. Le régime dictatorial a délibérément passé sous silence le sort subi par le demi-million d'Espagnols qui ont dû tout abandonner pour échapper à sa vengeance. Réussir à éradiquer de la mémoire collective le destin des exilés, comme s'ils n'avaient jamais existé, devenait ainsi une forme de victoire suprême sur ses victimes.

Ce silence prémédité a produit une totale ignorance parmi les générations qui ont grandi en Espagne soumises à la version des « quarante années de paix » imposée par l'historiographie officielle du franquisme. C'est d'ailleurs mon propre cas, puisque je n'ai eu connaissance de la responsabilité de mon grand-père paternel dans l'injustice commise contre les exilés que très tard. Quand j'ai découvert par la presse que j'étais la petite-fille d'un bourreau du franquisme, j'ai ressenti de la honte et me désaffilier de ce grand-père, avec qui je ne partage que le patronyme, est devenu une impérieuse nécessité. Mais avant de couper les attaches avec cette sinistre ascendance franquiste, je devais savoir. J'ai donc étudié l'exil pour recomposer le parcours vital de cet aïeul et dans des archives à peine explorées, j'ai trouvé des indices qui portent à croire que Pedro Urraca, persécuteur zélé, aurait pu ouvrir aux nazis une piste pour capturer Jean Moulin, le héros de la Résistance.

Dans un souci de rendre justice aux victimes du franquisme, j'ai voulu dévoiler l'ignominieux traitement qu'elles ont subi. J'ai alors ouvert la page web www.pedrourraca.info avec des informations sur les exilés persécutés, et quelques années plus tard, j'ai publié le roman historique *Entre hienas*¹, pour cerner de plus près l'activité et la personnalité de Pedro Urraca, « le chasseur de rouges »². C'est mon modeste devoir de mémoire, pour rendre hommage aux exilés.

Pedro Urraca Rendueles était un agent de police depuis 1929, avec la particularité d'être marié à une française. En juin 1936, sa femme, enceinte, s'installe chez sa mère à Sèvres et Pedro Urraca reste à Madrid. Sympathisant des insurgés, en novembre 1936, quand les troupes rebelles assiègent la ville, il se sent menacé,

¹ Urraca Luque, 2018.

² Gómez, 2008.

abandonne son poste et trouve refuge à l'ambassade française, d'abord à Madrid, puis à Valence. En juillet 1937, il réussit à s'embarquer en clandestin, pour Sète, monte à Paris, connaît son fils, qui avait déjà un an, et deux jours après, il rentre en Espagne, côté franquiste. Pendant le reste de la guerre, il fait quelques missions en France et au Royaume-Uni, mais en avril 1939, il est déjà à Paris. En novembre 1939, il est formellement affecté à l'ambassade d'Espagne. Il semblait n'être qu'un simple agent, mais en fait, il était le responsable de la persécution policière contre les républicains espagnols réfugiés en France et travaillait en étroite collaboration avec les services de police français et, pendant l'Occupation, aussi avec les Allemands.

La reconnaissance de l'Espagne franquiste par le gouvernement français en février 1939, avait entraîné la signature des accords Bérard-Jordana³. Ces accords prévoyaient la création de la Commission de récupération des biens espagnols, dirigée par l'attaché militaire, le colonel Antonio Barroso y Sánchez Guerra ainsi que l'établissement d'un service de police à l'ambassade franquiste⁴.

L'attaché militaire Antonio Barroso et le policier Pedro Urraca travaillaient ensemble, puisque les affaires de la Commission de récupération des biens espagnols visaient du gros matériel de guerre, depuis des navires, jusqu'aux bijoux personnels des réfugiés. La Direction générale de la Police nationale française contribuât en ces fonctions, en affectant à leur service le commissaire Charles de Saulnes et l'agent Victor Druillet. D'après les rapports sur son activité⁵ que Pedro Urraca envoyait régulièrement à la « *Dirección General de Seguridad* » (DGS) et au Service extérieur de « *Falange* », jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, l'activité policière se limitait à une surveillance discrète, puisque le gouvernement français était encore démocratique.

Mais à partir de septembre 1939, le gouvernement franquiste profite de l'instabilité politique pendant la « drôle de guerre » pour demander l'empêchement de l'activité politique républicaine. Les rapports de cette période rendent compte des essais de réorganisation des partis politiques, de l'établissement de deux organismes républicains d'aide aux réfugiés, le « *Servicio de Evacuación de Refugiados Españoles* » (SERE) et la « *Junta de Auxilio a los Republicanos Españoles* » (JARE), mais aussi de leur interdiction et de la clôture des locaux par la police française. D'autres rapports renseignent sur les mouvements et résidences des dirigeants politiques ou attestent de l'infiltration d'informateurs parmi les exilés.

³ Accords Bérard-Jordana de bon voisinage conclus entre la France et l'Espagne franquiste à Burgos le 25 février 1939 par le sénateur Léon Bérard et le ministre des Affaires étrangères, le général Francisco Gómez-Jordana Sousa.

⁴ « *Archivo General de la Administración* » (AGA), Fonds IDD 10 097 000 « *Asuntos Exteriores* », Boîte 54/11601 et Exp 566 Urraca 1939-1967.

⁵ La plupart des rapports de Pedro Urraca retrouvés sont à AGA, Fonds IDD 9 17 12 « *Delegación Nacional del Servicio Exterior de Falange* », Boîte 51/20947, qui couvre depuis la fin de 1939 et 1940, mais d'autres rapports ont aussi été retrouvés dans d'autres boîtes et archives. Il serait souhaitable de pouvoir consulter les Archives de la DGS dans lesquelles devrait se trouver la série complète jusqu'à la fin de la mission du policier en mai 1945.

Avec l'Occupation nazie, la police franquiste passe à l'action et les rapports rendent compte des premières arrestations de politiciens républicains dans l'une ou l'autre zone de la France. Les réfugiés sont pris au piège d'une triple répression policière, puisque les franquistes travaillent en étroite collaboration avec la Gestapo en zone occupée et avec la police pétainiste en zone non-occupée⁶. D'après l'accord signé le 31 juillet 1938 entre Severiano Martínez Anido, directeur de la DGS, et Heinrich Himmler, chef suprême de la Gestapo, les deux services de police se compromettaient à l'échange d'informations, à l'arrestation, même à l'étranger, puis à la livraison directe et expéditive de leurs ennemis communs⁷. C'est dans le cadre de cet accord que la Gestapo se chargeait directement de la détention en zone occupée des dirigeants républicains qui lui sont indiqués⁸.

Entre les victimes de la répression franquiste, le cas le plus étudié est celui du président de la « *Generalitat* », Lluís Companys, car les premières publications sur son arrestation par la Gestapo, son transfert par Pedro Urraca jusqu'à Hendaye et son exécution en Espagne datent de 1945⁹. Mais d'autres éminents politiciens, comme Julián Zugazagoitia¹⁰ et Francisco Cruz Salido¹¹ ont été arrêtés dans des conditions très similaires et ont subi le même sort que Lluís Companys, sans que leur supplice ait été repris dans des études historiques monographiques. Dans les cas de Cipriano Rivas Cherif¹² et de Teodomiro Menéndez¹³, la peine capitale fut commuée en une peine de prison à perpétuité. Par contre, la députée et directrice générale des prisons, Victoria Kent, réussit à tromper ses persécuteurs en restant enfermée pendant les quatre ans de l'Occupation dans un appartement de Paris, et ne fut pas capturée.

Bien que la plupart des exilés se trouvaient en zone non-occupée, cela ne les a pas épargnés des persécutions de la police française. Il faut rappeler que Franco et Pétain étaient deux militaires liés d'amitié par leurs souvenirs d'exploits

⁶ Extraits du rapport du 30 mai 1941 : « Le 16 mai 1940, la troisième et dernière intervention de la police française a eu lieu et toutes les organisations rouges des Espagnols ont été démantelées sur ordre du nouveau gouvernement. Cette fois définitivement. [...] La police française a procédé à une grande rafle de réfugiés espagnols qui ont été transférés dans des camps de concentration. Cette persécution des rouges a duré tout au long des mois de mai et juin, s'intensifiant à mesure que les troupes allemandes avançaient vers la capitale. » (AGA, Fonds IDD 9 17 12, Boîte 51/20947, consultable à <<http://www.pedrourraca.info/informes.html#>>).

⁷ Ros Agudo, 2002.

⁸ Plus de 600 personnalités républicaines étaient localisées au début de l'Occupation nazi et leurs noms ont été repris dans des listes envoyées par le ministère de l'Intérieur (« *Gobernación* ») aux services de police allemande. Deux listes sont consultables au « *Archivo del ministerio de Asuntos Exteriores* » (AMAE) : « *Relación de algunos de los principales responsables de los crímenes cometidos durante la dominación roja que están en ignorado paradero* » (AMAE, Leg. R-1.268/28 et R-1.268/29).

⁹ de Bellmunt, 1945 ; Llarch, 1979 ; Benet, 2005.

¹⁰ Julián Zugazagoitia : ministre de l'Intérieur puis secrétaire général au ministère de la Défense, arrêté à Paris le 27 juillet 1940 et exécuté le 9 novembre 1940.

¹¹ Francisco Cruz Salido : sous-secrétaire au ministère de la Défense, arrêté à Bordeaux le 10 juillet 1940 et exécuté le 9 novembre 1940.

¹² Cipriano Rivas Cherif : consul général à Berne et beau-frère du président Manuel Azaña, arrêté à Bordeaux le 10 juillet 1940.

¹³ Teodomiro Menéndez : sous-secrétaire au ministère de l'Économie, arrêté à Bordeaux le 10 juillet 1940.

communs en Afrique et avaient la même hostilité personnelle vis-à-vis des communistes. Pétain fut le premier ambassadeur auprès du gouvernement de Burgos et ne manqua pas de remercier son ami Franco pour son intercession lors de la négociation des conditions de l'armistice avec les Allemands¹⁴. Profitant de cette affinité idéologique, le ministre de l'Intérieur Ramón Serrano Suñer saisit l'occasion de l'accession au pouvoir du maréchal pour lui demander d'empêcher les dirigeants républicains de quitter la France. Le gouvernement de Pétain ouvrit alors la chasse aux républicains « indésirables » et la police s'activa, épaulée par les services de l'ambassadeur José Félix de Lequerica, qui fournissaient les noms des personnalités à capturer.

Parmi les dirigeants politiques arrêtés par la police pétainiste on peut dénombrer : Mariano Ansó¹⁵, José Calviño Ozores¹⁶, Luis Nicolau d'Olwer¹⁷, Federica Montseny¹⁸, Manuel Portela Valladares¹⁹. Mais le gouvernement français gardait encore les formes et les extraditions demandées par l'Espagne ne furent pas acceptées dans la plupart des cas, parce qu'il s'agissait de délits politiques²⁰. Par contre, Francisco Largo Caballero²¹ et Joan Peiró²² furent remis par la police française aux mains des autorités allemandes.

Cependant, la proie la plus convoitée était le président de la République, Manuel Azaña, décédé plus tard dans une chambre d'hôtel à Montauban, qui demeurait toutefois protégé par l'immunité diplomatique offerte par Luis Ignacio Rodríguez de Taboada, le ministre plénipotentiaire mexicain, bien que sous l'étroite vigilance de la police franquiste, qui montait la garde dans le hall d'entrée²³.

Un accord signé le 22 août 1940 entre Pétain et Rodríguez de Taboada prévoyait que les réfugiés républicains et les brigadistes internationaux seraient accueillis au Mexique, et Pétain pouvait ainsi se débarrasser d'autant « d'indésirables ». Commença alors un travail de fretage de navires entre la légation du Mexique et les deux organismes républicains d'aide aux réfugiés, le SERE et la JARE. Difficile mission qui aurait abouti à l'évacuation d'un nombre d'exilés encore plus important, de n'avoir pas eu à subir les entraves posées par la police française ou espagnole, comme plusieurs arrestations effectuées par Charles de Saulnes et

¹⁴ Séguéla, 1992.

¹⁵ Mariano Ansó : ministre de la Justice, arrêté à Nice en décembre 1940.

¹⁶ José Calviño Ozores : chargé des achats en armement auprès du ministère des Finances, arrêté à Vichy en décembre 1940.

¹⁷ Luis Nicolau d'Olwer : ministre de l'Économie, président de JARE, arrêté à Vichy en décembre 1940.

¹⁸ Federica Montseny : dirigeante de la « *Confederación Nacional de Trabajadores* » (CNT) et ancienne ministre de la Santé. Elle avait quitté son domicile à Combs-la-Ville en zone occupée, quand des agents des polices espagnole, française et allemande sont arrivés pour la capturer en juin 1940.

¹⁹ Manuel Portela Valladares : chargé des frettages de navires, arrêté à Marseille en décembre 1940.

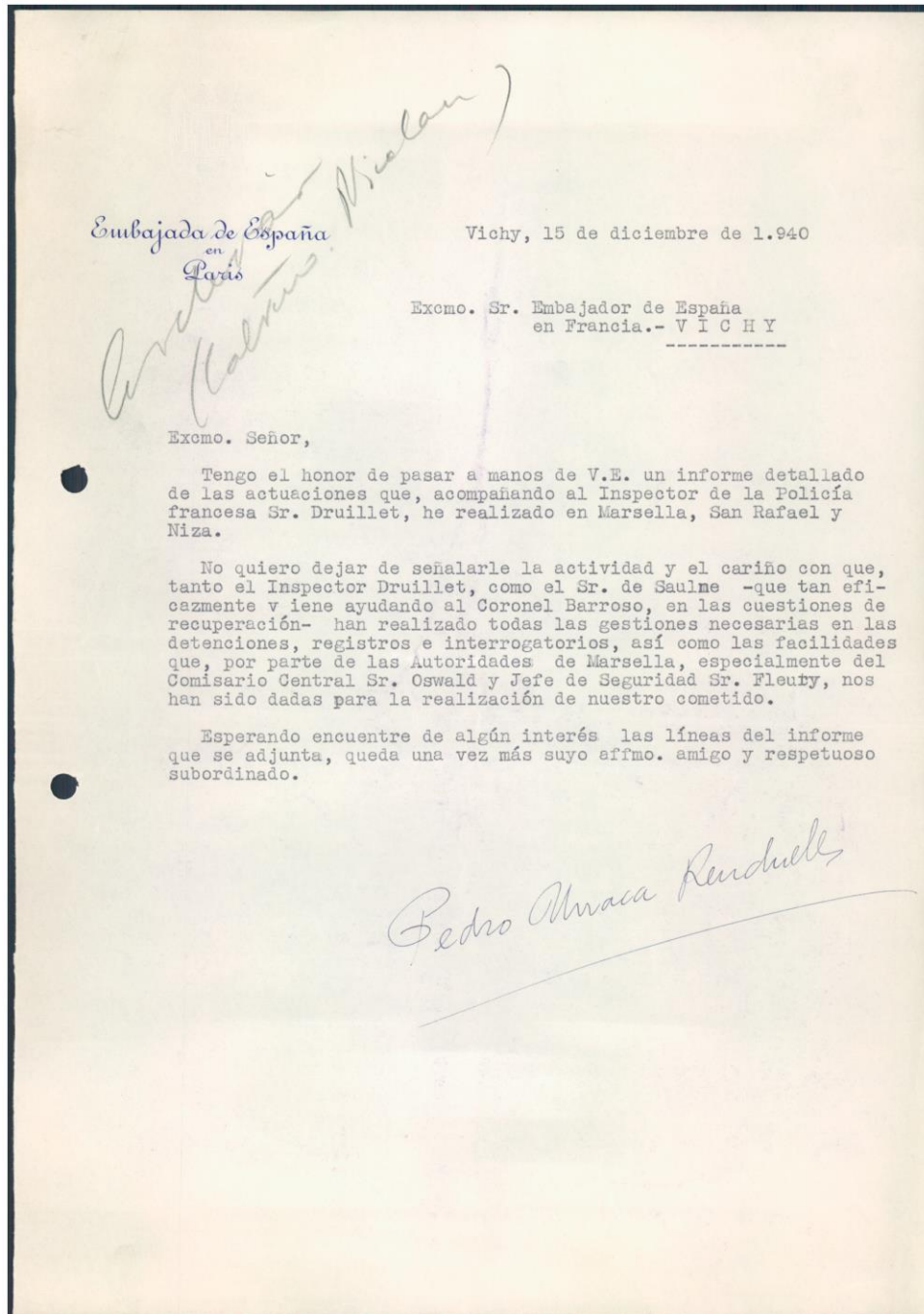
²⁰ Séguéla, 1992.

²¹ Francisco Largo Caballero : dirigeant socialiste et de l'« *Unión General de Trabajadores* », ministre du Travail, puis président du Conseil des ministres, arrêté à Noyons en février 1943, envoyé dans un camp nazi en juillet 1943.

²² Joan Peiró Bellis : secrétaire du Comité national de la CNT, ministre de l'Industrie, extradé en 1941, condamné à mort et exécuté le 24/07/1942.

²³ Segovia et Serrano, 2000.

Victor Druillet accompagnés par Pedro Urraca et Antonio Barroso, en décembre 1940, afin d'éviter l'embarquement d'exilés à bord de *l'Alsina* et réquisitionner leurs biens²⁴.



Lettre du 15 décembre 1940 de Pedro Urraca à l'ambassadeur.
AGA, Fonds IDD 9 17 12, Boîte 51/20947.

²⁴ Rapport du 15 décembre 1940 (« *Archivo de la Fundación Sabino Arana* », (ANCR-0013-02) « *Fondo Comisión de Recuperación de Material en Francia* ») consultable à <<http://www.pedrourraca.info/informes.html#>>. Aussi lettre du 15 décembre 1940 de Pedro Urraca à l'ambassadeur et rapport du 23 janvier 1941 (AGA, Fonds IDD 9 17 12, Boîte 51/20947).

L'occupation complète de la France par les nazis en novembre 1942, entraîne le durcissement de la situation des exilés républicains, puisqu'ils deviennent aussi la cible des Allemands, de même que les Juifs et les résistants. C'est la période des déportations massives vers les camps d'extermination auxquels plus de 9 000 exilés espagnols, déchus de leur nationalité, furent envoyés.

Cependant, les études historiques spécifiques sur la répression policière franquiste en France ne sont pas très abondantes en comparaison avec celles menées sur d'autres sujets, comme les camps des réfugiés, par exemple. Ce sont les récits des propres victimes comme Cipriano de Rivas Cherif²⁵ ou Julián Zugazagoitia²⁶, qui nous ont permis de connaître les détails de leurs arrestations.

Les dirigeants républicains étaient bien conscients des poursuites dont ils étaient l'objectif. Quelques-uns connaissaient même le nom du chargé de leur persécution, comme en démontrent les récits de mémoires de certains d'entre eux tels que Federica Montseny²⁷, Victoria Kent²⁸ ou Francisco Javier de Landaburu²⁹, qui dans leurs témoignages, citent Pedro Urraca. Probablement certains des informateurs de la police travaillaient en double sens et informaient les exilés au sujet des policiers et de leurs mouvements. Mais pour la plupart des autres victimes, leurs arrestations ne sont reprises que par des mentions dans des ouvrages de portée plus générale.

Quand l'espoir de voir les alliés poursuivre la guerre jusqu'à l'éviction de Franco du pouvoir s'évanouit, les exilés cessent de mentionner leur persécution, par prudence, puisque le régime franquiste devient tolérable aux yeux des puissances occidentales comme paradigme de la persécution des communistes. Peu à peu, les références à leur persécution et aux persécuteurs s'épuisent et l'histoire officielle du franquisme se construit sur une loi du silence qui provoque en Espagne une totale méconnaissance de l'exil républicain.

La pénurie d'études sur l'activité policière franquiste en France s'explique certainement par les dates, car dans les années 1990, de nombreuses archives n'étaient pas encore consultables. Pour certaines personnes, victimes ou bourreaux, le délai de 25 ans depuis leur décès, avant que leurs documents deviennent publics, ne s'était pas encore écoulé. C'est le cas de Pedro Urraca, qui est décédé en septembre 1989. En outre, pendant la dictature, beaucoup de documents ont été détruits, ou les traces des persécuteurs effacées, par un simple changement de nom, comme fait Pedro Urraca, qui devient Pedro Rendueles, pour continuer à persécuter les communistes en Belgique jusqu'en 1982.

²⁵ de Rivas Cherif, 1961.

²⁶ Julián Zugazagoitia, déclaration manuscrite rédigée en prison le 11 août 1940 : (« *Archivo Histórico Nacional* », FC- « *ministerio del Interior* », « *Policía* » H, Exp. 240, consultable à <<http://www.pedrourraca.info/de-una-guerra.html>>).

²⁷ Montseny, 2019.

²⁸ Kent, 1947.

²⁹ Durañona, 2005 ; Prieur, 1945.

De plus, les gouvernements démocratiques n'ont pas ouvert toutes les archives ministérielles, dans un souci d'occultation perpétuel, comme pour ce qui concerne les archives du « *Alto estado mayor* » ou de la DGS³⁰. À force d'empêcher l'accès aux archives et la réalisation d'études spécifiques sur la répression policière, les preuves seront diluées dans le marasme des kilomètres de documents et la politique franquiste de vengeance et d'anéantissement sortira victorieuse dans son effort d'éradiquer de la mémoire collective le sort subi par ses victimes.

À partir des années 1990, de nombreux travaux sont impulsés par l'intérêt porté par la génération des petits enfants. Des ouvrages rigoureux, reconnus par les historiens comme des références pour l'étude de l'exil républicain en France, comme les publications de Marie-Claude Rafaneau-Boj³¹, Josefina Cuesta et Benito Bermejo³², Geneviève Dreyfus-Armand³³, Alicia Alted et Lucienne Domergue³⁴ traitent divers aspects de l'exil, comme la réorganisation de la vie politique, les camps des réfugiés, leur intégration dans les pays d'accueil ou leur participation dans la Résistance armée, par exemple, mais ils n'abordent le sujet de la persécution policière par des agents espagnols en collaboration avec les services de police français ou allemand que d'une façon tangentielle. Il faut encore attendre les années 2000 pour que des études vraiment centrées sur la persécution policière franquiste soient publiées.

En 2002 Manuel Ros Agudo expose la véritable nature des relations hispano-allemandes et comment l'initiale non-belligérance de l'Espagne franquiste est devenue une authentique alliance secrète et active avec le Troisième Reich³⁵. En 2006, Jordi Guixé analyse en détail le mécanisme des organes répressifs, le rôle des bourreaux et leurs procédés, et aborde le sujet de la persécution franquiste comme une « répression extraterritoriale », c'est-à-dire l'établissement d'une organisation diplomatique, politique et policière, en vue de poursuivre les exilés au-delà des frontières et des juridictions espagnoles³⁶. L'étude de Jordi Guixé offre un aperçu global de la triple collaboration entre l'Espagne franquiste, l'État français et les nazis. Il démontre également que la répression franquiste a atteint tous les exilés, aussi bien les dirigeants politiques que les simples citoyens. Surtout, il dénonce l'impunité avec laquelle s'est développée l'obsession vindicative du franquisme d'éliminer tous ses adversaires politiques.

Avec l'essor de l'intérêt en Espagne pour l'exil républicain à partir de la promulgation de la Loi de la Mémoire historique de décembre 2007, l'agent Pedro Urraca commence à être cité plus souvent dans des ouvrages historiques ou des

³⁰ Godicheau, 2019.

³¹ Rafaneau-Boj, 1993.

³² Cuesta, Bermejo 1996.

³³ Dreyfus-Armand, 1999.

³⁴ Alted, Domergue, 2003 ; Alted, 2005.

³⁵ Ros Agudo, 2009.

³⁶ Guixé i Corominas, 2006 et 2012.

essais. C'est le cas des biographies de Manuel Azaña par Santos Juliá Díaz³⁷, de Pedro Urraca par Gemma Aguilera³⁸, du consul mexicain Gilberto Bosques par Gérard Malgat³⁹, ou du journaliste César González-Ruano par Rosa Sala Rose et Plàcid García-Planas⁴⁰. Le policier est même devenu un personnage obligé dans des publications littéraires, comme la récréation du Paris interlope sous l'Occupation de Fernando Castillo⁴¹ ou une pièce de théâtre de Antonio Miguel Morales Montoro⁴².

Mais jusqu'à présent, les études ont abordé la triple persécution policière dans le sens de l'aide apportée aux franquistes par les services de police français et allemand et non dans le sens inverse. Il reste à éclairer la portée de l'intervention franquiste dans la capture de Juifs et de résistants, comme il est suggéré dans le procès judiciaire contre la famille Urraca.

L'affaire commença par la plainte portée contre la famille Urraca pour collaboration avec l'occupant par Antoinette Sachs, locataire depuis 1934, d'un grand appartement et d'un studio de peinture dans un immeuble au 133, rue de l'Université à Paris, que possédait la belle-mère de Pedro Urraca. L'affaire se clôtura par la condamnation à mort par contumace pour collaboration avec l'occupant pour Pedro Urraca et la confiscation des biens et des amendes pour sa femme, Hélène Cornette, et sa belle-mère, Jeanne Compveut.

Antoinette Sachs était une artiste peintre d'ascendance juive, assez connue dans les milieux artistique et politique des années 1930. Elle s'était liée d'amitié avec Jean Moulin puis était devenue sa collaboratrice dans la Résistance. C'est grâce à sa persévérance que Jean Moulin repose au Panthéon, puisqu'elle a tout fait pour que son nom ne tombe pas dans l'oubli. Antoinette Sachs légua tous ses documents personnels à la ville de Paris, qui garde son fonds dans le Centre de documentation du Musée Jean Moulin⁴³.

D'après les biographes du héros de la Résistance⁴⁴, la peinture a été le point de départ de l'amitié qui a uni Antoinette Sachs et Jean Moulin à partir de novembre 1936. Quand les nazis sont arrivés à Paris en juin 1940, Antoinette Sachs a évacué des documents sensibles de Jean Moulin et a pris la fuite. Elle s'est embarquée à bord du *Massilia* et au bout de quelques mois, a retrouvé Jean Moulin en zone non-occupée, quand l'ancien préfet commençait à prendre contact avec les premiers groupes de résistants, en vue de rédiger un rapport sur les possibilités de

³⁷ Juliá Díaz, 2008.

³⁸ Aguilera, 2011.

³⁹ Malgat, 2013.

⁴⁰ Sala Rose, García-Planas, 2014.

⁴¹ Castillo, 2012.

⁴² Morales Montoro, 2017.

⁴³ Legs Antoinette Sasse.

⁴⁴ Wolton, 1993 ; Péan, 1998 ; Baynac, 1999 et 2006 ; Azéma, 2006 ; Gelin, 2013 ; Péan et Ducastel, 2015 ; Vergez-Chaignon, 2018.

résistance à l'attention de Charles de Gaulle. C'est ainsi que Antoinette Sachs l'a aidé en lui apportant ses nombreux contacts avec des politiciens.

Pendant l'été 1941, alors qu'ils préparaient le premier voyage de Jean Moulin au Royaume-Uni, Antoinette Sachs s'est chargée d'obtenir les visas de passage auprès des consulats d'Espagne et de Portugal à Marseille pour le faux passeport de Jean Moulin au nom de Joseph Mercier. À partir de 1942, Antoinette Sachs commence à être persécutée en raison de son ascendance juive. Le 15 avril, le gérant de l'appartement lui réclame par l'intermédiaire de la concierge, un certificat de « non-appartenance à la race juive ». Début septembre, elle reçoit une convocation pour se présenter le 20 du même mois à la Gestapo de Paris auprès d'un certain Alisch, citation à laquelle elle ne se rend pas, et cinq jours plus tard, l'appartement est réquisitionné par les nazis. Quelques semaines après, elle reçoit à Marseille la visite d'une envoyée des Urraca, qui voulaient récupérer l'appartement, pour lui demander de résilier le contrat de location. Mais Antoinette Sachs refuse et quitte Marseille, pour s'installer à Beauvallon (Var).

Début avril 1943, elle rencontre Jean Moulin pour la dernière fois, à Lyon, où ils font l'objet d'un contrôle d'identité dans un restaurant, apparemment sans conséquences. Le 14 mai à Beauvallon, elle reçoit une première visite du commissaire des Affaires juives à Nice, mais mandaté par Paris, André le Guilly, qui lui réclame son certificat de « non-appartenance à la race juive ». Elle prétexte ne pas l'avoir sous la main. Elle reçoit aussi une lettre de l'envoyée des Urraca lui proposant une deuxième visite. Le commissaire retourne cinq jours plus tard, lui appose le cachet « Juif » dans sa documentation et entame une procédure de déportation. Dans les jours suivants, elle reçoit plusieurs télégrammes de Jean Moulin auxquels elle ne peut pas répondre, puisqu'elle est assignée à résidence. Deux jours après la date du dernier, le 21 juin 1943, une importante réunion qui allait se tenir à Caluire est investie par la Gestapo et tous les résistants sont arrêtés. Antoinette Sachs réussit à fuir en Suisse où elle a été membre du réseau de Résistance de son beau-frère, le colonel Groussard.

Antoinette Sachs non seulement soupçonnait la famille Urraca de l'avoir dénoncée à la Gestapo pour l'évincer de son appartement, mais elle était aussi convaincue que Pedro Urraca avait aiguillé la Gestapo sur la piste de Jean Moulin, comme elle l'indique d'ailleurs dans une lettre au commissaire du Gouvernement dans laquelle elle affirme : « ma poursuite aurait pu avoir pour moi et mes camarades de la Résistance et pour le plus cher d'entre eux, assassiné par la suite, les plus graves conséquences⁴⁵ ».

Elle développe ce soupçon plus largement dans son carnet de mémoires et dans les notes et correspondance relatives au procès. Il s'agit de deux dossiers inexplorés avec des documents non triés par les soins des documentalistes de l'archive. C'est un matériel documentaire méconnu en France et totalement

⁴⁵ Dossier judiciaire Sachs v. Urraca, (Archives nationales (AN), Fonds Z6 433 dossier 4301, docs 130 et 131).

inconnu en Espagne. Les historiens Pierre Péan, Jacques Baynac et Bénédicte Vergez-Chaignon expliquent sobrement la relation entre Jean Moulin et Antoinette Sachs et entre celle-ci et Pedro Urraca, mais ils n'insèrent pas le véritable rôle du policier espagnol dans le contexte de la persécution par les trois services de police de leurs ennemis communs. Aussi surprenant qu'il soit, les soupçons que portait Antoinette Sachs à l'égard de l'implication de Pedro Urraca dans la capture de Jean Moulin pourraient être fondés sur plusieurs faits.

D'abord Jean Moulin était bien connu des militaires rebelles espagnols, puisqu'en juillet 1936, il était le chef du cabinet civil du premier ministre de l'Air, son ami Pierre Cot. L'Espagne et la France étaient gouvernées par un Front populaire d'une même idéologie politique. À la suite du putsch militaire, la demande de l'Espagne faite à la France d'une aide immédiate en armement avait été reçue favorablement. Les études de Pierre Péan⁴⁶, Gilbert Grellet⁴⁷ et Bénédicte Vergez-Chaignon⁴⁸ analysent en détail les circonstances dans lesquelles cette livraison d'armes depuis la France vers la République attaquée s'était produite.

L'attaché militaire espagnol à Paris était partisan des rebelles et refusait de signer le chèque du ministre de l'Air pour la livraison de quelques avions qui avaient déjà été commandés⁴⁹. Cet attaché militaire était le même colonel Antonio Barroso de l'ambassade franquiste trois ans plus tard, et il orchestra la campagne d'intoxication de la presse antirépublicaine, en vue d'empêcher la livraison d'armes à la République⁵⁰. Commencent alors d'intenses débats au sein du gouvernement français qui aboutirent le 7 août 1936, à la proposition au Royaume-Uni et à plusieurs pays avec des intérêts en Espagne, de signer le Traité de non-intervention. Jusqu'à cette date, quelques avions avaient pu être remis à des pilotes espagnols à Pau⁵¹. Suite à la non-application des accords du traité par les gouvernements allemand et italien, le président du Conseil, Léon Blum avait accepté la « non-intervention relâchée » et Pierre Cot s'était déchargé de la logistique sur ses cabinets civil et militaire. Jean Moulin était donc directement impliqué dans l'action clandestine de fourniture d'avions et aussi du recrutement de pilotes, avec l'aide d'un groupe réduit de collaborateurs⁵². Après l'embargo, environ 80 appareils furent acheminés en Espagne depuis la base de l'air de Toulouse par ordre de Jean Moulin⁵³. Dans la tourmente d'une nouvelle campagne de presse antirépublicaine en décembre 1936, Pierre Cot fut incriminé au Parlement pour des fournitures d'avions et d'armes au gouvernement espagnol en

⁴⁶ Péan, 1998, p. 128-169.

⁴⁷ Grellet, 2016, p. 25-73.

⁴⁸ Vergez-Chaignon, 2018, p. 165-185.

⁴⁹ *Cahiers de Léon Blum*, 1977, p. 21, 65 et 75. Je tiens à remercier Pierre Salmon de m'avoir indiqué cet ouvrage.

⁵⁰ Par exemple en premières pages de *L'Écho de Paris* du 23 au 28 juillet 1936 (Source gallica.bnf.fr / BnF consultable à <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb34429768r/date>>).

⁵¹ *Cahiers de Léon Blum*, 1977, p. 42.

⁵² *Cahiers de Léon Blum*, 1977, p. 53, 86 et 88.

⁵³ Archives départementales de Haute-Garonne, Cote 1 M 694. Je remercie à nouveau Pierre Salmon pour cette référence et la suivante.

dépit du Traité de non-intervention. Le ministre s'est défendu en prétextant que son chef de cabinet avait commis une maladresse en apurant les livraisons antérieures à la signature de l'accord. Dorénavant il est de notoriété publique que Jean Moulin était le responsable de l'aide clandestine aux républicains. Deux ans plus tard, au début 1939, l'hebdomadaire *Le Défi*, diffuseur de la propagande nazie en France, ressortit l'affaire des livraisons d'avions et du recrutement de pilotes au profit de la République et Jean Moulin était cité dans une série d'articles comme le pourvoyeur de pilotes. À nouveau en avril 1942, lors du procès de Riom, engagé par l'État français pour responsabiliser le Front populaire de la défaite de 1940, l'industriel André Faraggi, dans sa déclaration devant la Cour, inculpa Jean Moulin comme le chargé des livraisons d'avions à la République espagnole⁵⁴.

Même si Antonio Barroso avait été déchu de ses fonctions comme attaché militaire en juillet 1936, les franquistes ne pouvaient ignorer le rôle de Jean Moulin et de ses collaborateurs dans l'aide clandestine, du temps où ils travaillaient aux côtés de Pierre Cot. Parmi ceux-ci se trouvaient Gaston Cusin, haut fonctionnaire des douanes, Pierre Meunier, chef du secrétariat particulier du ministre Pierre Cot, et le commandant Henry Manhès, envoyé en Espagne quelques mois au début de la guerre. Ces trois assistants de Jean Moulin lors de la livraison d'armes furent persécutés par les nazis⁵⁵ et Pierre Meunier et Henry Manhès entretenaient des contacts avec Jean Moulin, plus particulièrement Henry Manhès, alias *Frédéric* dans le cadre de la Résistance. Il était son homme de liaison en zone occupée et celui qui lui procurait de fausses identités. Justement, Henry Manhès portait des photos de Jean Moulin pour lui faire faire des nouveaux faux documents lorsqu'il fut arrêté à Paris en mars 1943⁵⁶.

En deuxième lieu, la collaboration entre les polices franquiste et allemande était très étroite, comme le prouvent les photos d'un voyage en Espagne de plusieurs officiers allemands, en mars 1942, récemment trouvées aux Archives du Service historique de la Défense (ASHD) à Vincennes⁵⁷. En outre, Pedro Urraca était bien un informateur des Allemands, comme l'indique sa fiche auprès de l'Abwehr, le service de renseignement de l'état-major allemand⁵⁸. Il est donc certain que, comme convenu par l'accord DGS-Gestapo de 1938, il renseignait au sujet des ennemis communs. D'après le suivi des services de renseignement français, il ressort que Pedro Urraca travaillait pour le capitaine SS Ernst Alisch⁵⁹, le responsable du contre-espionnage allemand pour l'Espagne, le même Ernst Alisch qui avait convoqué Antoinette Sachs, et pour son supérieur, le colonel Karl

⁵⁴ AN, Fonds Daladier, vol. 2, 496AP/38.

⁵⁵ Péan, 1998, p. 276, 398 et 416.

⁵⁶ Péan, 1998, p. 464.

⁵⁷ ASHD, Dossier GR 28 P 9 - 1362 Knochen.

⁵⁸ ASHD, Dossier GR 28 P 9 - 12352 Urraca. Également : Public Record Office britannique, HS 7/138, répertoire des agents ennemis.

⁵⁹ ASHD, Dossier GR 28 P 9 - 1555 Alisch.

Bömelburg, chef de la Gestapo de Paris, le même Karl Bömelburg qui reçut à Paris un Jean Moulin déjà mourant des suites des tortures subies à Lyon aux mains de Klaus Barbie⁶⁰.



Pedro Urraca (troisième à droite) avec des officiers allemands dont Helmund Knochen, Karl Bömelburg et Ernst Alisch, devant la synagogue de Toledo (ASHD, Dossier GR 28 P 9 - 1362 Knochen, Helmund).

Pedro Urraca devait connaître la relation entre Jean Moulin et la locataire de sa belle-mère, puisque les deux femmes entretenaient de bons rapports en 1936. Sans nouvelles de Pedro Urraca, attrapé dans le Madrid assiégé à l'automne 1936, sa belle-mère avait demandé à Antoinette Sachs de lui procurer un faux passeport

⁶⁰ Klaus Barbie : Chef de la Gestapo de Lyon. Gelin, 2013.

français à travers son ami le politicien François de Tesson⁶¹ pour se réfugier à l'ambassade française en Espagne⁶².

Un autre fait qui lie Jean Moulin et Antoinette Sachs aux services de police espagnols sont les démarches entreprises par Antoinette Sachs pour obtenir les visas de sortie pour le faux passeport de Jean Moulin au nom de Joseph Mercier, lors de son premier voyage à Londres, auprès des consulats espagnol et portugais de Marseille⁶³. À une époque de forte centralisation des demandes de documents, il ne serait pas étonnant que Pedro Urraca, qui travaillait pour le consulat général à Paris, ait pu reconnaître la photo de Jean Moulin, malgré une identité fausse.

Pedro Urraca et Antonio Barroso étaient des collaborateurs étroits avec un objectif commun ; ils coordonnaient leurs fonctions au service de la Commission de récupération des biens espagnols ce qui les amenait à échanger leurs informations. Ils partageraient alors leur intérêt pour des sujets sensibles comme la part de responsabilité de Jean Moulin dans le trafic d'armes clandestin ou sa relation avec la locataire de la belle-mère de Pedro Urraca.

Bien qu'étudiées dans de nombreux ouvrages, les circonstances de la rafle de Caluire n'ont jamais été éclaircies et de nombreuses questions subsistent sur ce que les services de renseignement allemands savaient au sujet de la réunion. Jusqu'à présent, aucune hypothèse antérieure n'a résolu l'incertitude quant à la culpabilité du résistant René Hardy, qui aurait informé de la réunion, ni la grande confusion quant aux motivations de comploter contre Jean Moulin.

Le piège de Caluire fut sûrement le résultat de la délation de René Hardy, ou d'un complot du groupe de résistants Combat, mais d'autres hypothèses sur l'imprudence ou sur des filatures sont aussi valables comme complémentaires, et celle de l'implication de Pedro Urraca n'est pas à négliger. On peut ainsi se demander si la capture du groupe de résistants fut un hasard de la filature d'Antoinette Sachs ou le résultat de la collaboration policière extraterritoriale accordée entre la DGS et la Gestapo en juillet 1938.

La réponse est peut-être dans les archives de la Gestapo. De nouvelles recherches sur la portée européenne de la persécution franquiste sont encore à faire, comme un devoir de mémoire, pour réussir à connaître la vérité, rendre justice aux victimes et honorer leur sacrifice.

Loreto Urraca Luque

⁶¹ François de Tesson : sous-secrétaire d'État à la présidence du conseil du gouvernement Léon Blum de mai 1936 à juin 1937.

⁶² Centre de documentation et de recherches, musée de la Libération de Paris - musée du général Leclerc - musée Jean Moulin, Legs Antoinette Sasse, Boîte XXXIII.

⁶³ Péan, 1998, p. 338-339.

Bibliographie

AGUILERA Gemma, *Agent 447 l'home que va detenir el president Companys*, Tres i Quatre, València, 2011.

ALTED Alicia et DOMERGUE Lucienne, *El exilio republicano español en Toulouse, 1939-1999*, UNED, Madrid, 2003.

ALTED Alicia, *La voz de los vencidos. El exilio republicano de 1939*, Aguilar, Madrid, 2005.

AZEMA Jean-Pierre, *Jean Moulin, le rebelle, le politique, le résistant*, Éditions Perrin, Paris, 2003.

BAYNAC Jacques, *Les Secrets de l'affaire Jean Moulin. Contexte, causes et circonstances*, Le Seuil, coll. « Essais Histoire Contemporaine », Paris, 1999.

BAYNAC Jacques, *Presumé Jean Moulin (juin 1940-juin 1943). Esquisse d'une nouvelle histoire de la Résistance*, Grasset & Fasquelle, Paris, 2006.

BELLMUNT de Domènec, *LLuís Companys, la seva vida, la seva obra, la seva mort gloriosa*, Edicions Foc Nou, Toulouse, 1945.

BENET Josep, *Lluís Companys, Presidente de Catalunya, fusilado*, Península, Barcelona, 2005.

CASTILLO Fernando, *Noche y Niebla en el París ocupado. Vidas cruzadas de César González Ruano, Pedro Urraca, Albert Modiano y André Gabison, traficantes, espías y mercado negro*, Fórcola, Madrid, 2012.

CUESTA Josefina y BERMEJO Benito (coord.), *Emigración y exilio: españoles en Francia, 1939-1946*, Eudema, Madrid, 1996.

DREYFUS-ARMAND Geneviève, *L'exil des républicains espagnols en France : de la Guerre civile à la mort de Franco*, Albin Michel, Paris, 1999.

DURAÑONA José Antonio, *Cien momentos para la libertad: memorias de un secretario de José Antonio Aguirre 1936-1949*, Sabino Arana Fundazioa, Bilbao, 2005.

GELIN Jacques, *L'affaire Jean Moulin, trahison ou complot ?*, Gallimard, Paris, 2013.

GODICHEAU François, « ¿Un Estado sin pasado? La misteriosa desaparición de los archivos de la policía en España », dans GONZÁLEZ QUINTANA Antonio, GÁLVEZ BIESCA Sergio y CASTRO BERROJO Luis (dir.), *El acceso a los archivos en España*, Fundación Francisco Largo Caballero y Fundación 1º de Mayo, Madrid, 2019.

GÓMEZ Luis, « El cazador de rojos », *El País*, 28 septembre 2008.

GRELLET Gilbert, *Un été impardonnable*, Éditions Albin Michel, Paris, 2016.

GUIXÉ I COROMINAS Jordi, *Diplomacia y represión. La persecución hispano-francesa del exilio republicano 1937-1951*, (thèse) universités de Barcelona et de Paris III-Sorbonne Nouvelle, Atelier national de Reproduction des Thèses, Lille, 2006.

GUIXÉ I COROMINAS Jordi, *La república perseguida: exilio y represión en la Francia de Franco, 1937-1951*, Publicacions de la Universitat de València, Valencia, 2012.

JULIÁ DÍAZ Santos, « Destierro y muerte de Manuel Azaña 1880-1940 », *Claves de Razón Práctica*, nº 188, décembre 2008.

KENT Victoria, *Cuatro años en París (1940-1944)*, Sur, Buenos Aires, 1947.

LLARCH Juan, *La trágica mort de Companys*, Bruguera, Barcelona, 1979.

MALGAT Gérard, *Gilberto Bosques La diplomatie au service de la liberté Paris, Marseille (1939-1942)*, Éditions L'atinoir, Marseille, 2013.

MONTSENY Federica, *Cien días en la vida de una mujer*, Instituto Cervantes, coll. « Los Galeotes », 2019.

MORALES MONTORO Antonio Miguel, *La verdadera identidad de Madame Duval*, Ediciones Irreverentes, coll. « Teatro », Madrid, 2017.

PEAN Pierre, *Vies et morts de Jean Moulin*, Fayard, Paris, 1998.

PEAN Pierre et DUCASTEL Laurent, *Jean Moulin, l'ultime mystère*, Albin Michel, Paris, 2015.

PRIEUR Albert P., *Franco est mort*, Éditions Nicea, Paris, 1945.

RAFANEAU-BOJ Marie-Claude, *Odysée pour la liberté. Les camps de prisonniers espagnols (1939-1945)*, Denoël, coll. « Documents histoire », Paris, 1993.

RIVAS CHERIF (DE) Cipriano, *Retrato de un desconocido: vida de Manuel Azaña*, Oasis, México, 1961.

ROS AGUDO Manuel, *La guerra secreta de Franco (1939-45)*, Crítica, Barcelona, 2002.

ROS AGUDO Manuel, *Franco / Hitler: de la gran tentación al gran engaño*, Arco Libros, Madrid, 2009.

SALA ROSE Rosa et GARCÍA-PLANAS Plàcid, *El marqués y la esvástica. César González-Ruano y los judíos en el París ocupado*, Anagrama, Barcelona, 2014.

SEGOVIA Rafael et SERRANO Fernando, *Misión de Luis I. Rodríguez en Francia: la protección de los refugiados españoles, julio a diciembre de 1940*, Colegio de México, Secretaría de Relaciones Exteriores, México DF, 2000.

SEGUELA Matthieu, *Pétain-Franco, les secrets d'une alliance*, Albin Michel, Paris, 1992.

SOCIETE DES AMIS DE LEON BLUM, *Cahiers de Léon Blum*, n° 2 et 3, décembre 1977-mars 1978, Jacques Enfer, Paris, 1977-2010

URRACA LUQUE Loreto, *Entre hienas*, Funambulista, Madrid, 2018.

VERGEZ-CHAIGNON Bénédicte, *Jean Moulin l'affranchi*, Flammarion, coll. « Grandes biographies », Paris, 2018.

WOLTON Thierry, *Le grand recrutement*, Grasset & Fasquelle, Paris, 1993.